

# PROFESSEURS, MÉDECINS, MAGISTRATS...

# LEUR LAÏCITÉ AU QUOTIDIEN

Ils sont les fantassins de la laïcité qu'ils défendent sans rien concéder. Mais ce n'est pas toujours facile de préserver l'esprit "Charlie" dans les services publics face aux pressions religieuses et à la lâcheté des institutions. PAR PERRINE CHERCHÈVE ET MARIE HURET

**C**e matin-là, Mme la Principale se tient à proximité de la grille d'entrée du collège Elsa-Triolet, situé à Saint-Denis, dans le 93. Véronique Corazza tient à montrer à ses élèves qu'elle aussi est présente dans l'établissement. « Il faut beaucoup être sur le terrain sinon ça ne marche pas », souligne-t-elle. Une jeune fille de troisième l'interpelle : « Madame, vous seriez d'accord pour qu'on organise une journée de l'élégance ? » Une journée où l'on « s'habillerait élégamment ». Mme la Principale percute : « Je suis partante. » C'est ainsi que, depuis deux ans, à chaque veille de vacances scolaires – comme ce 22 décembre – des filles s'habillent en ladies, en robe, pantalon moulant, et des garçons en gentlemen, costard cravate ou nœud pap... A Elsa-Triolet, des profs de sport aussi arrivent chic à cette occasion. La journée de l'élégance a même fait des émules. « Il y a quelques mois, un petit groupe de filles a lancé sans me le dire une

*journée de la jupe, sourit Véronique Corazza. C'est cela, oser. Permettre aux filles de s'habiller comme elles veulent. Aux garçons aussi. Rompre avec les regards malveillants et surmonter le sexisme. C'est ça, la liberté courageuse. La laïcité permet cette liberté. »*

## PRISE DE CONSCIENCE

Véronique Corazza est « devenue Charlie » après les attentats de janvier 2015. « Jusque-là, j'avais l'impression que la laïcité était plutôt bien respectée en France. Puis j'ai eu un déclic avec le traumatisme, confie-t-elle. C'est vraiment depuis cette date que j'ai incité les enseignants à s'investir davantage dans la promotion de la laïcité et des valeurs de la République. Quand ils ont un chef d'établissement qui ose, ils osent à leur tour. » Dans ce collège de Seine-Saint-Denis classé en « éducation prioritaire », 60 % des 600 élèves proviennent de milieux dits « défavorisés ». Des gosses, dont certains élevés par une mère seule, vivent à l'étroit dans des logements où il n'y a pas forcément



de table pour les devoirs. Et puis il y a Saint-Denis, cette ville qui « n'apaise pas toujours les choses, avec de nombreux quartiers ghettoïsés dans lesquels le repli communautaire et la dimension religieuse sont fortement enracinés. On ne le perçoit pas trop dans notre établissement parce que nous appliquons la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux, avec pédagogie, discernement et détermination, explique Véronique Corazza. Cependant, tout ce que les gamins entendent à l'extérieur franchit les grilles d'Elsa-Triolet, d'une façon ou d'une autre. Notre mission, c'est de transmettre



marlene awad / ip3 / marpp

et de faire partager les valeurs fédératrices de la République. »

Une exigence républicaine qui irrigue tous les programmes. Tel professeur apprend aux jeunes à repérer les sites complotistes, tel autre invite une association de lutte contre l'homophobie. Tous les élèves bénéficient d'un parcours « égalité garçons-filles » et les troisièmes vont visiter le mémorial de la Shoah. La chef d'établissement est consciente qu'il n'est pas évident, dans certains cours, de faire tomber les tabous, « en raison de l'emprise de croyances religieuses, précise-t-elle. Mais les collégiens

sont à un âge où on peut encore, avec souplesse et professionnalisme, réviser certaines idées trop arrêtées ».

A Elsa-Triolet, il est rare qu'une jeune fille circule couverte d'un foulard. Si tel est le cas, si elle persiste, elle est convoquée par la principale : « Je lui explique avec pédagogie ce qu'est la laïcité et je la préviens que, si elle continue, je suis susceptible d'en avvertir ses parents. » En vérité, ce ne sont pas tant ces ados qui peuvent poser problème, « mais certains adultes, il faut être vigilant sur les personnes que l'on recrute », souligne Véronique Corazza, qui parle d'expérience.

#### À L'ÉCOLE

« Notre mission, c'est de transmettre et de faire partager les valeurs fédératrices de la République », rappelle la principale du collège Elsa-Triolet à Saint-Denis (93), très investie dans la promotion de la laïcité auprès des élèves comme du personnel, depuis les attentats de janvier 2015.

Il y a un peu moins d'un an, elle a embauché un assistant d'éducation chargé de surveiller les élèves, d'accompagner des sorties scolaires, d'aider aux devoirs... Au bout de trois semaines, les conseillères principales d'éducation (CPE) lui signalent un problème avec le nouveau : il refuse de serrer la main des femmes. Parce qu'il entame un jeûne. Parce que sa femme serait jalouse. Parce qu'il aurait un rhume. Sa version évolue chaque fois qu'il est rappelé à l'ordre par les CPE. Mais l'homme s'entête. La principale apprendra par la suite que, peu après son >



bep / le pascien / marppp

➤ arrivée, il avait demandé s'il existait dans le collège une salle pour faire sa prière... Informée par les CPE, Véronique Corazza le convoque : « Je lui ai rappelé l'exigence de son devoir de neutralité dans les services publics, l'égalité hommes-femmes et les valeurs de la République. Je lui ai dit qu'il ne pouvait dans le cadre de son travail refuser de serrer la main aux femmes. » Le lundi suivant, l'assistant d'éducation revient avec une attelle à la main droite, prétextant une blessure au sport. La principale, qui avait alerté sa hiérarchie, rédige un rapport et décide de l'isoler des élèves, avant de le suspendre puis d'être contrainte de le licencier. Impossible de le laisser au contact des 600 élèves. « Je pense qu'il n'a pas eu le temps de faire du prosélytisme dans l'établissement, mais, pour préserver mes élèves, je ne pouvais pas risquer de le maintenir », souligne-t-elle. Dans la gestion de ce litige, Véronique Corazza s'est sentie isolée, délaissée par le rectorat, resté, selon elle, « un spectateur trop attentiste de la situation ».

C'est pour que les professeurs ne se sentent plus livrés à eux-mêmes que Jean-Pierre Rosenczweig s'est plié à un exercice pédagogique. L'expert du tribunal pour enfants de Bobigny vient de sortir une ode

**DANS LES HÔPITAUX,** la charte de la laïcité de 2007 n'est affichée que dans un établissement sur deux. Pourtant, il faut de plus en plus souvent se confronter aux revendications des patients et, depuis peu, aux prétentions des soignants.

à la laïcité. Un manuel reprenant 89 questions posées par des lycéens qui révèlent l'incompréhension, la défiance, la confusion à l'égard de la grande loi de 1905, l'acte fondateur du vivre-ensemble : « Une élève peut-elle refuser d'aller à la piscine pour respecter ses valeurs ? » ; « Pourquoi ne pas servir un repas halal pour les élèves musulmans ? » ; « Pourquoi dire que la laïcité favorise la liberté alors qu'aux Etats-Unis le président jure sur la Bible ? » ; « Un parent peut-il refuser que son enfant participe à un cours où l'on aborderait la question de l'homosexualité ? » A chaque interrogation, un argumentaire ficelé par l'historien Jean-Louis Auduc et Jean-Pierre Rosenczweig, qui préside l'Association des citoyens réservistes de l'Education nationale (Acren), partenaire de la réserve citoyenne créée par Najat Vallaud-Belkacem quand elle était ministre. Un bataillon de 7 000 bénévoles (avocats, sportifs, chefs d'entreprise...), toutes tendances politiques et obédiences confondues, dépêchés dans les établissements scolaires, qui s'accordent sur un constat : la République est aujourd'hui menacée faute d'avoir été suffisamment défendue.

## NE RIEN LÂCHER

« Il y a une dizaine d'années, je n'aurais pas écrit ce bouquin, la laïcité était une évidence. Mais, aujourd'hui, il faut ressusciter un certain nombre de grands principes. Défendre la devise Liberté, Egalité, Fraternité, qui peut sonner creux aux oreilles de nombreux jeunes qui ressentent un décalage entre ces droits et leur quotidien, explique l'ancien juge des enfants. Quand la religion devient une référence qui redonne un sens à leur vie, la laïcité est alors vécue comme une agression contre les religions, et spécialement contre les musulmans. »

Ne rien céder face à la provocation, convaincre sans brutalité, fait désormais partie du job des fantasmes du service public : des enseignants, des juges, des médecins qui

se démènent et se démerdent avec les moyens du bord. Dans les hôpitaux, la charte de la laïcité de 2007 n'est affichée que dans un établissement sur deux, et moins de 40 % disposent d'un « référent laïcité », selon une enquête réalisée en 2015 par la Fondation hospitalière de France. Une carence d'autant plus alarmante que près de un sur deux rencontre des problèmes avec des patients et un sur trois, avec le personnel soignant. Pour mettre au diapason de la laïcité une tour de Babel – des dizaines de nationalités et de confessions différentes –, la Dr Ghada Hatem, gynécologue obstétricienne, mène un combat de chaque instant à l'hôpital Delafontaine, dans la Seine-Saint-Denis. Elle doit composer avec les revendications des patients et depuis peu avec les prétentions des soignants. La Dr Hatem a suspendu, après un bras de fer identitaire, un externe barbu jusqu'au milieu de la poitrine envoyé par la faculté de médecine de Bobigny : « Il nous disait que c'était pour faire plaisir à sa femme. » Elle a recadré des docteurs en herbe qui gardaient leur voile. Toujours avec le sourire, sans agressivité, c'est la méthode Hatem. « Il ne faut pas être des ayatollahs de la laïcité, ça ne sert à rien de les crispier, explique-t-elle. Je leur dis d'un ton le plus doux possible : "Tu crois ce que tu veux, tu pries qui tu veux, mais dans le collectif tu es neutre." Il faut dépassionner tout ça. » Sur les quatre ou cinq dernières étudiantes reçues en tête à tête, une seule n'est pas revenue. « Les soignants doivent être irréprochables », relève la gynéco, en s'appuyant sur la charte de 2007, d'une clarté absolue. Pas question d'y déroger, a fortiori dans une maternité où les futurs parents tentent d'imposer leurs croyances. « A certaines femmes qui reviennent en consultation couvertes de la tête aux pieds, je tiens un discours très ferme : "Soit vous retirez votre grillage, soit vous partez, c'est la loi", poursuit Ghada Hatem. Si vous lâchez, vous pouvez être sûr que les signes religieux vont proliférer. » ■ P.C.H. ET M.H.